

Mémorial  Memorial
du des
Grand-Duché de Luxembourg. Großherzogtums Luxemburg.

Lundi, 9 avril 1934.

N^o 18.

Montag, 9. April 1934.

Avis. — Relations extérieures. — Le 4 avril 1934, S. A. R. Madame la Grande-Duchesse a reçu en audience solennelle pour la remise de ses lettres de créance, S. Exc. M. Hachiro *Arita*. Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire du Japon.

A la même occasion S. Exc. M. *Arita* a présenté les lettres de rappel de son prédécesseur.

S. A. R. Madame la Grande-Duchesse a reçu le même jour en audience solennelle S. Exc. M. Salvador *Albert*, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire d'Espagne qui Lui a remis les lettres qui mettent fin à sa haute mission auprès de la Cour grand-ducale. — 5 avril 1934.

Arrêté grand-ducal du 31 mars 1934, concernant les conditions de nomination des maîtres de gymnastique des établissements d'enseignement moyen pour garçons et de l'Ecole normale des institutrices.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

Sur le rapport de Notre Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Les aspirants aux fonctions de maître de gymnastique des établissements d'enseignement moyen pour garçons et de l'Ecole normale des institutrices doivent être porteurs, soit d'un diplôme de l'examen de passage de la IV^e à la III^e gymnasiale ou d'un certificat de passage de la III^e en II^e industrielle, soit du brevet d'aptitude pédagogique de l'enseignement primaire.

Ils doivent en outre justifier d'au moins une année de préparation spéciale à une école de l'étranger, dont le choix doit être agréé par le Gouvernement, et avoir obtenu un certificat habilitant dans le pays où ils ont fait leurs études spéciales à l'enseignement de la gymnastique dans un établissement d'enseignement moyen pour garçons.

Art. 2. La nomination de maîtres de gymnastique est subordonnée à une épreuve pratique dont l'objet et le mode seront réglés par le membre du Gouvernement qui a l'enseignement supérieur et moyen dans ses attributions.

Art. 3. Pour être admis à l'épreuve pratique mentionnée à l'article qui précède l'aspirant doit être âgé de 24 ans au moins et de 35 ans au plus et produire un certificat médical attestant qu'il n'est atteint d'aucune maladie, infirmité ou vice de constitution le rendant impropre aux fonctions de maître de gymnastique. Ce certificat devra être délivré par un ou plusieurs médecins à désigner par le Gouvernement.

Art. 4. Nul ne peut être nommé maître de gymnastique, s'il ne donne au moins 22 heures de leçons par semaine.

Art. 5. Notre Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Château de Berg, le 31 mars 1934.

Charlotte.

*Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
Jos. Bech.*

Arrêté grand-ducal du 31 mars 1934, portant modification de l'art. 1^{er} de l'arrêté grand-ducal du 18 juin 1917, concernant l'examen de passage aux lycées de jeunes filles.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

Sur le rapport de Notre Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Par dérogation à l'art. 2, n^o 2 de l'arrêté grand-ducal du 18 juin 1917 les commissions pour l'examen de passage aux lycées de jeunes filles se composent de quatre, ou, si le nombre des récipiendaires l'exige, de sept membres choisis parmi le personnel enseignant des lycées respectifs.

Art. 2. Notre Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Château de Berg, le 31 mars 1934.

Charlotte.

*Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
Jos. Bech.*

Arrêté grand-ducal du 31 mars 1934, portant modification de l'art. 4 de l'arrêté grand-ducal du 20 juin 1921, concernant l'examen de maturité aux gymnases.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

Sur le rapport de Notre Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. L'art. 4 de l'arrêté grand-ducal du 20 juin 1921, concernant l'examen de maturité aux gymnases, est modifié comme suit :

Art. 4. — L'examen porte sur les matières du programme de la 1^{re}, sauf pour les langues.

Il est écrit et oral ; les épreuves écrites précèdent les épreuves orales.

Les épreuves ont pour objet :

A. Pour les élèves de la section gréco-latine : la doctrine chrétienne, la langue allemande, la langue française, la langue latine (thème et version), la langue grecque (version), les mathématiques (algèbre, géométrie, trigonométrie), l'histoire, la physique, la chimie, les sciences naturelles, le droit public et administratif du Grand-Duché, la cosmographie.

B. Pour les élèves de la section latine A : la doctrine chrétienne, la langue allemande, la langue française, la langue latine (thème et version), les auteurs grecs, la langue anglaise, les mathématiques (algèbre, géométrie, trigonométrie), l'histoire, la physique, la chimie, les sciences naturelles, la cosmographie, le droit public et administratif du Grand-Duché.

C. Pour les élèves de la section latine B : la doctrine chrétienne, la langue allemande, la langue française, la langue latine (version), la langue anglaise, les mathématiques (algèbre, géométrie, trigonométrie), les mathématiques spéciales, l'histoire, la physique, la physique pratique, la chimie, la chimie pratique, les sciences naturelles, la cosmographie, le droit public et administratif du Grand-Duché.

D. Pour les élèves de la section latine C : la doctrine chrétienne, la langue allemande, la langue française, la langue latine (thème et version), les auteurs grecs, la langue anglaise, les mathématiques (algèbre, géométrie, trigonométrie), les mathématiques spéciales, l'histoire, la physique, la physique pratique, la chimie, la chimie pratique, les sciences naturelles, la cosmographie, le droit public et administratif du Grand-Duché.

Pour la doctrine chrétienne, la langue allemande, la langue française, la version latine, les mathématiques élémentaires, l'histoire, la physique, la chimie, les sciences naturelles, le droit et la cosmographie, les épreuves sont communes aux élèves de la section gréco-latine et de la section latine.

Art. 2. Le présent arrêté entrera en vigueur à partir de l'année scolaire 1936-1937.

Art. 3. Notre Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Château de Berg, le 31 mars 1934.

Charlotte.

*Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,*
Jos. Bech.

Arrêté grand-ducal du 31 mars 1934, portant modification de l'art. 48 du règlement général des établissements d'enseignement supérieur et moyen de l'Etat.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

Sur le rapport de Notre Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. L'alinéa 2 de l'art. 48 du règlement général des établissements d'enseignement supérieur et moyen de l'Etat est modifié comme suit :

« Dans la répression éventuelle ils appliquent, suivant la gravité de la faute, l'une des punitions de l'échelle suivante : 1^o l'admonition ou le blâme en particulier ; 2^o le blâme public devant la classe ; 3^o la mise au banc de pénitence, mais seulement dans la classe préparatoire et les deux classes inférieures ; 4^o la production, dans un délai déterminé, des devoirs négligés ; 5^o la retenue au jour de congé, sous la surveillance d'un répétiteur, avec obligation de faire un devoir indiqué par le professeur ; 6^o le renvoi, pour la durée de la leçon, dans la salle d'étude, pour y faire, sous la surveillance d'un répétiteur, un devoir imposé par le professeur ; 7^o mise aux arrêts, de jour seulement et au pain et à l'eau, les jours de congé et aux heures libres, les jours de classe ; 8^o comparution de l'élève devant le conseil de discipline ; 9^o exclusion de tous les cours pour une durée comprise entre huit jours au moins et trois mois au plus ; 10^o renvoi de l'élève sous forme de consilium abeundi. La décision de renvoi doit être approuvée par l'autorité supérieure, la commission des curateurs entendue, avant qu'il puisse y être donné suite. — Elle ne peut être révoquée en

aucun cas qu'après six mois écoulés à partir du jour de son exécution. 11° La rélégalion ou le renvoi irrévocable. — La décision qui prononce cette peine, n'a d'effet qu'après avoir été approuvée par l'autorité compétente, la commission des curateurs entendue. Elle peut, dans l'intérieur de l'établissement, recevoir telle publicité que le conseil de discipline juge convenable de lui donner.»

Art. 2. Notre Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Château de Berg, le 31 mars 1934.

Charlotte.

*Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,*

Jos. Bech.

Arrêté grand-ducal du 9 avril 1934 concernant le règlement par voie de compensation des créances commerciales avec la Grèce.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu la loi du 15 mars 1915, conférant au Gouvernement les pouvoirs nécessaires aux fins de sauvegarder les intérêts économiques du pays;

Vu l'arrêté grand-ducal du 13 mars 1934, portant que le paiement des marchandises provenant de la République hellénique devra s'effectuer auprès de la Banque Nationale de Belgique en sa qualité de Caissier de l'Office de Compensation belgo-luxembourgeois;

Vu l'art. 27 de la loi du 15 janvier 1866, portant organisation du Conseil d'Etat, et considérant qu'il y a urgence;

Après délibération du Gouvernement en Conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1^{er}. L'importation des marchandises en provenance de la République hellénique est subordonnée à la production d'un duplicata de la facture délivrée par le vendeur à l'acheteur dans le Grand-Duché. Ce duplicata devra être certifié conforme par le vendeur et contiendra notamment les noms et domicile du vendeur et de l'acheteur, la date de l'échéance et autres conditions de paiement, une déclaration signée et datée par laquelle l'acheteur s'engage à acquitter à la Banque Natio-

Großh. Beschluß vom 9. April 1934, betreffend Regelung im Kompensationswege der Handelschulden mit Griechenland.

Wir Charlotte, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 15. März 1915, wodurch der Regierung die notwendigen Vollmachten erteilt werden, zur Wahrung der wirtschaftlichen Interessen des Landes;

Nach Einsicht des Großh. Beschlusses vom 13. März 1934, durch den bestimmt wird, daß die Begleichung der aus der hellenischen Republik herstammenden Waren bei der Belgischen Nationalbank zu erfolgen hat, die in ihrer Eigenschaft als Kassierer des „Office de Compensation belgo-luxembourgeois“ handelt;

Nach Einsicht des Art. 27 des Gesetzes vom 15. Januar 1866, über die Einrichtung des Staatsrates, und in Anbetracht der Dringlichkeit;

Nach Beratung der Regierung im Conseil;

Saben beschlossen und beschließen:

Art. 1. Die Einfuhr der aus der hellenischen Republik herstammenden Waren ist der Formalität der Vorlage einer Duplikat-Faktura unterworfen, die durch den Verkäufer dem im Großherzogtum ansässigen Käufer auszustellen ist. Dieses Duplikat muß durch den Verkäufer als richtig bescheinigt sein, und muß insbesondere die Namen und den Wohnsitz des Verkäufers und des Käufers, sowie das Fälligkeitsdatum und die andern Zahlungsbedingungen enthalten, ferner eine unterzeichnete und

nale de Belgique. Caissier de l'Office de Compensation belgo-luxembourgeois, dans le délai mentionné, la valeur de la marchandise importée.

Il peut être exigé caution suffisante pour garantir le paiement par l'acheteur des marchandises importées.

Art. 2. L'importation des marchandises mentionnées ci-après en provenance de tous pays autres que la République hellénique est subordonnée à la production d'un certificat d'origine conforme au modèle ci-annexé :

- N° 150 Emeri, carborundum, pierre ponce, tripoli et autres matières minérales, etc.
- N° 37 Eponges.
- N° 51^e Mais.
- N° 72a 2 Fèves et haricots.
- N° 80 Figues.
- N° 97 Pruneaux.
- N° 98 Raisins.
- N° 182 Minerais de plomb et de zinc.
- N° 263 |
- 264 | Vins
- 265 |
- N° 277 Tabacs non fabriqués.
- N° 278 Tabacs fabriqués : b) cigarettes.

Art. 3. Les Membres du Gouvernement, chacun en ce qui le concerne, sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui entrera en vigueur le 10 avril 1934.

Luxembourg, le 9 avril 1934.

Charlotte.

Les Membres du Gouvernement,

**Jos. Bech,
Norb. Dumont,
P. Dupong,
Et. Schmit.**

datierte Erklärung, durch die der Käufer sich verpflichtet bei der belgischen Nationalbank, dem Kassierer des „Office de Compensation belgo-luxembourgeois“, in dem angegebenen Zeitraum, den Gegenwert der eingeführten Ware zu begleichen.

Es kann eine genügende Kautionstellung verlangt werden, um die Bezahlung der eingeführten Waren durch den Käufer zu sichern.

Art. 2. Die Einfuhr der nachbezeichneten Waren, die aus allen andern Ländern als der hellenischen Republik herkommen, sind der Vorlage eines Ursprungszeugnisses unterworfen, das dem angefügten Muster zu entsprechen hat:

- Nr. 150 Schmirgel, Karborund, Bimsstein, Tripel und andere mineralische Stoffe, usw.
- Nr. 37 Schwämme.
- Nr. 51^e Mais.
- Nr. 72a 2 Schnittbohnen und Bohnen
- Nr. 80 Feigen.
- Nr. 97 Backpflaumen.
- Nr. 98 Trauben.
- Nr. 182 Blei- und Zinkerze.
- Nr. 263 |
- Nr. 264 | Weine.
- Nr. 265 |
- Nr. 277 Nicht fabrizierter Tabak.
- Nr. 278 Fabrizierter Tabak: b) Zigaretten.

Art. 3. Die Mitglieder der Regierung, soweit es jedes Einzelne betrifft, sind mit der Ausführung dieses Beschlusses betraut, der am 10. April 1934 in Kraft tritt.

Luxemburg, den 9. April 1934.

Charlotte.

Die Mitglieder der Regierung,

**Jos. Bech,
Norb. Dumont,
P. Dupong,
Et. Schmit.**

MODÈLE DE CERTIFICAT D'ORIGINE

destiné

à l'Office de Compensation belgo-luxembourgeois.

N° d'inscription (à apposer par l'autorité consulaire luxembourgeoise ou belge qui vise le certificat).

Je soussigné (nom, prénoms, profession et adresse) déclare que je suis le vendeur des marchandises spécifiées dans la présente facture.

J'affirme que ces marchandises ont été (fabriquées ou récoltées) en (nom du pays de production).

Fait à le 19...

N° d'inscription.....

VISA

(Délivré par l'autorité consulaire luxembourgeoise ou belge.)

Je soussigné (qualité et résidence), certifie être convaincu de la sincérité des affirmations de la personne ayant fait la déclaration ci-dessus.

Fait à..... le 19...

Signature,

Sceau.

Arrêté grand-ducal du 5 avril 1934, réglementant l'importation de chevaux et autres équidés.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Vu la loi du 6 juin 1923, autorisant le pouvoir exécutif à réglementer l'importation, l'exportation et le transit de certains objets, denrées ou marchandises ;

Considérant que le Gouvernement belge a subordonné l'importation de chevaux et autres équidés à la production d'une autorisation spéciale, et qu'il importe de prendre la même mesure dans le Grand-Duché, pour assurer la concordance de la réglementation luxembourgeoise et belge ;

Sur le rapport de Notre Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. L'importation de chevaux et autres équidés est subordonnée à la production d'une

Großh. Beschluß vom 5. April 1934, betreffend die Regelung der Einfuhr von Pferden und andern Einhufern.

Wir Charlotte, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc. ;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 6. Juni 1923, wodurch die Exekutivgewalt ermächtigt wird, die Ein-, Aus- und Durchfuhr gewisser Gegenstände, Nahrungsmittel oder Waren zu regeln ;

In Anbetracht, daß die belgische Regierung die Einfuhr von Pferden und andern Einhufern einer Spezialermächtigung unterworfen hat und daß es angezeigt ist, im Großherzogtum dieselbe Maßnahme zu ergreifen, um die Übereinstimmung der luxemburgischen und belgischen Reglementierung zu gewährleisten ;

Auf den Bericht Unseres Staatsministers, Präsidenten der Regierung, und nach Beratung der Regierung im Konseil ;

Saben beschlossen und beschließen :

Art. 1. Die Einfuhr von Pferden und andern Einhufern unterliegt der Beibringung einer Spezial-

autorisation spéciale, à délivrer au nom de Notre Ministre d'Etat, Président du Gouvernement.

Art. 2. Notre Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entrera en vigueur le lendemain de sa publication au *Mémorial*.

Château de Berg, le 5 avril 1934.

Charlotte.

*Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
Jos. Bech.*

Arrêté du 5 avril 1934, concernant les licences d'importation de chevaux et autres équidés.

*Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,*

Vu l'arrêté grand-ducal du 5 avril 1934, réglementant l'importation de chevaux et autres équidés ;

Arrête :

Art. 1^{er}. Les licences d'importation de chevaux et autres équidés seront délivrées, au nom du Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, par la Commission des licences instituée par arrêtés des 8 janvier et 18 février 1932.

Art. 2. Le présent arrêté sera publié au *Mémorial*.

Luxembourg, le 5 avril 1934.

*Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
Jos. Bech.*

Arrêté du 6 avril 1934, portant modification des taux de mouture et de mélange du froment resp. des farines de froment, du seigle resp. des farines de seigle, fixés par l'arrêté du 31 août 1933.

Le Conseil du Gouvernement,

Vu l'arrêté grand-ducal du 31 janvier 1930, concernant la mouture obligatoire des blés indigènes ;

Vu l'arrêté du 8 février 1930, pris en exécution de l'arrêté grand-ducal du 31 janvier 1930, concer-

nant l'importation de chevaux et autres équidés, l'arrêté grand-ducal du 5 avril 1934, réglementant l'importation de chevaux et autres équidés ;

Art. 2. Notre Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entrera en vigueur le lendemain de sa publication au *Mémorial*.

Château de Berg, le 5 avril 1934.

Charlotte.

*Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
Jos. Bech.*

Beschluß vom 5. April 1934, betreffend die Einfuhrlicenz für Pferde und andere Einhufer.

*Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,*

Nach Einsicht des Großh. Beschlusses vom 5. April 1934, betreffend die Regelung der Einfuhr von Pferden und andern Einhufern ;

Beschließt :

Art. 1. Die Einfuhrlicenzen für Pferde und andere Einhufer werden namens des Staatsministers, Präsidenten der Regierung, von der durch die Beschlüsse vom 8. Januar und 18. Februar 1932 eingesetzten Lizenzkommission ausgestellt.

Art. 2. Dieser Beschluß wird im „*Mémorial*“ veröffentlicht.

Luxemburg, den 5. April 1934.

*Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
Jos. Bech.*

Beschluß vom 6. April 1934, betreffend Abänderung der durch den Beschluß vom 31. August 1933 festgesetzten Vermahlungs- und Mischungsätze für Weizen und Weizenmehl sowie für Roggen und Roggenmehl.

Die Regierung im Konseil ;

Nach Einsicht des Großh. Beschlusses vom 31. Januar 1930, betreffend den Vermahlungszwang von Inlandsgetreide ;

Nach Einsicht des Beschlusses vom 8. Februar 1930, in Ausführung des Großh. Beschlusses vom 31. Ja-

nant la mouture obligatoire des blés indigènes, modifié par l'arrêté du 4 octobre 1932 ;

Revu l'arrêté du 31 août 1933, portant fixation des taux de mouture et de mélange :

Arrête :

Art. 1^{er}. L'arrêté du 31 août 1933 est rapporté.

Art. 2. A partir du 9 avril 1934 le pourcentage minimum des blés indigènes que les meuniers devront obligatoirement employer à la fabrication des farines destinées à la panification et aux divers usages alimentaires dans le pays est fixé à 65%, soit 55% pour le froment et 10% pour le seigle.

Le pourcentage minimum des farines provenant de blés indigènes que devront obligatoirement et d'une façon générale contenir le pain et les farines fabriqués, mis en vente, vendus ou transportés dans le pays, et destinés à la consommation indigène, est fixé à 65%, dont 55% de farine de froment et 10%, de farine de seigle.

La farine de seigle pure destinée à la panification (non au mélange) devra contenir au moins 90% de farine de seigle indigène.

Art. 3. Le présent arrêté sera publié au *Mémorial*.

Luxembourg, le 6 avril 1934.

Les Membres du Gouvernement,

Jos. Bech, Norb. Dumont, P. Dupong, Et. Schmit.

nuar 1930, betreffend den Vermahlungszwang von Inlandsgetreide, abgeändert durch den Beschluß vom 4. Oktober 1932;

Nach Einsicht des Beschlusses vom 31. August 1933 betr. Festsetzung der Vermahlungs- und Mischungsätze;

Beschließt :

Art. 1. Der Beschluß vom 31. August 1933 ist außer Kraft gesetzt.

Art. 2. Vom 9. April 1934 ab ist der Mindestprozentsatz an Inlandsgetreide, das die Müller bei der Herstellung von Mehl, das zur Brotbereitung und zu sonstigen Ernährungszwecken im Inland bestimmt ist, zu vermahlen verpflichtet sind, auf 65% d. i. 55% für den Weizen und 10% für den Roggen, festgesetzt.

Der Mindestprozentsatz an Mehl aus inländischem Getreide, welches im Allgemeinen das zum Inlandsverbrauch hergestellte, verkaufte und transportierte Brot und Mehl enthalten müssen, ist auf 65%, wovon 55% Weizenmehl und 10% Roggenmehl, festgesetzt.

Das zur Brotbereitung (nicht zur Mischung) bestimmte reine Roggenmehl muß mindestens 90% inländisches Roggenmehl enthalten.

Art. 3. Dieser Beschluß wird im „Memorial“ veröffentlicht.

Luxemburg, den 6. April 1934.

Die Mitglieder der Regierung:

Jos. Bech, Norb. Dumont, P. Dupong, Et. Schmit.

Avis. — Titres au porteur. — Il résulte d'un exploit de l'huissier Alphonse Van Daele à Bruxelles, 6, rue T'Kint, en date du 30 mars 1934, qu'il a été fait opposition au paiement du capital et des intérêts de trois obligations au porteur de l'emprunt 6% 1922 du Grand-Duché de Luxembourg, émises en Belgique, portant les n^{os} 94411, 94412 et 94413 d'une valeur nominale de mille francs chacune.

L'opposant prétend que les obligations en question ont été perdues ou volées.

Le présent avis est inséré au *Mémorial* en exécution de l'art. 4 de la loi du 16 mai 1891 concernant la perte des titres au porteur. — 5 avril 1934.

Avis. — Règlement communal. — En séance du 28 février 1934, le conseil communal de Grevenmacher a modifié le règlement sur les foires et marchés de cette ville. — Cette modification a été dûment approuvée et publiée. — 26 mars 1934.

Avis. — Crédit foncier de l'Etat. — Grand-Duché de Luxembourg.

En suite du 3^e tirage au sort ayant eu lieu le 27 mars 1934, les obligations foncières 5%, Série H, et les obligations communales 5%, série V, dont les numéros suivent, sont remboursables au 15 mai 1934, date dès laquelle l'intérêt cessera de courir.

Le remboursement se fait au pair, sans frais, soit à la caisse du Crédit foncier de l'Etat à Luxembourg, soit à un bureau auxiliaire quelconque de la Caisse d'épargne, contre remise des titres munis de tous les coupons à échoir (N^o 7 du 15 novembre 1934 et suivants).

I. — Obligations foncières 5%, Série H.

Lit. B. — 102 obligations de 500 fr.

33	317	448	590	892	1128	1400	1665	1808	1982
34	326	449	597	930	1151	1407	1668	1815	1989
41	333	476	662	937	1179	1435	1669	1818	1997
82	343	481	671	972	1188	1475	1710	1872	—
83	351	496	734	1015	1197	1502	1713	1873	—
103	354	510	749	1036	1232	1550	1729	1877	—
161	362	521	758	1040	1240	1555	1742	1897	—
174	395	523	759	1049	1247	1569	1757	1915	—
215	415	543	783	1080	1275	1631	1803	1950	—
228	430	556	858	1119	1298	1632	1806	1975	—
310	439	569	878	1122	1376	1637	1807	1979	—

Lit. C. — 715 obligations de 1.000 fr.

37	599	1045	1344	1667	2218	2602	2899	3315	3629
44	616	1047	1349	1688	2242	2617	2911	3318	3642
57	621	1060	1353	1693	2277	2621	2920	3335	3644
69	622	1079	1359	1708	2309	2635	2932	3337	3724
157	649	1086	1363	1727	2313	2645	2935	3364	3791
210	695	1102	1367	1752	2339	2646	2939	3402	3793
256	747	1104	1377	1758	2341	2672	2968	3458	3828
280	751	1105	1398	1801	2383	2692	3013	3474	3831
339	770	1139	1399	1820	2398	2697	3029	3487	3842
373	783	1196	1409	1879	2403	2698	3060	3491	3872
380	794	1221	1413	1925	2406	2724	3075	3496	3911
400	814	1224	1533	1943	2414	2731	3093	3508	3943
411	829	1226	1566	1958	2446	2744	3106	3523	3962
444	851	1242	1568	1997	2485	2756	3133	3528	3971
454	853	1243	1573	2011	2501	2758	3148	3533	4008
484	857	1249	1591	2063	2518	2772	3155	3549	4017
485	996	1283	1619	2077	2554	2789	3159	3553	4019
509	1004	1285	1623	2078	2556	2794	3182	3565	4040
521	1017	1288	1625	2158	2557	2821	3195	3577	4052
571	1031	1322	1648	2179	2572	2836	3199	3604	4073
581	1037	1335	1653	2204	2583	2847	3208	3614	4082

4087	5177	5962	6915	7857	8822	9975	10837	11824	12596
4113	5181	5996	6921	7865	8827	9982	10873	11844	12616
4145	5255	6040	6962	7869	8854	9984	10880	11889	12618
4153	5257	6056	6973	7883	8859	9996	10902	11930	12624
4164	5263	6069	7060	7893	8899	10006	10925	11951	12629
4183	5293	6079	7074	7897	8903	10026	10943	11968	12638
4187	5300	6086	7081	7915	8912	10060	10954	11971	12643
4201	5313	6091	7084	8003	8944	10068	10968	12020	12662
4210	5316	6097	7089	8009	8946	10074	10976	12047	12665
4211	5319	6120	7136	8031	8949	10077	11017	12048	12765
4237	5352	6135	7138	8063	8954	10089	11028	12049	12835
4241	5383	6147	7152	8102	8955	10131	11029	12075	12839
4292	5391	6164	7190	8117	9006	10143	11069	12112	12848
4295	5393	6195	7245	8121	9016	10148	11112	12131	12852
4320	5421	6202	7248	8127	9020	10152	11113	12138	12878
4343	5465	6230	7256	8152	9113	10171	11132	12142	12900
4356	5467	6290	7259	8155	9139	10212	11152	12160	12934
4359	5471	6317	7265	8157	9203	10237	11172	12170	12938
4384	5497	6335	7269	8158	9246	10251	11175	12174	12953
4420	5498	6353	7302	8164	9252	10266	11176	12179	12977
4471	5561	6358	7318	8194	9290	10272	11191	12186	12978
4509	5565	6362	7324	8209	9307	10275	11241	12198	13025
4539	5580	6367	7325	8210	9358	10278	11260	12216	13070
4544	5582	6373	7343	8223	9378	10298	11263	12230	13079
4560	5605	6376	7376	8263	9429	10301	11283	12266	13080
4564	5607	6401	7410	8301	9440	10305	11322	12268	13082
4610	5614	6426	7431	8305	9450	10349	11328	12284	13089
4646	5661	6491	7449	8322	9466	10386	11361	12303	13096
4652	5674	6506	7454	8336	9469	10391	11380	12307	13098
4673	5696	6507	7488	8377	9486	10393	11398	12354	13169
4692	5711	6518	7565	8391	9512	10403	11439	12363	13174
4793	5712	6531	7567	8420	9521	10424	11486	12381	13182
4822	5713	6546	7656	8439	9524	10426	11489	12393	13186
4824	5719	6553	7679	8471	9537	10447	11508	12394	13199
4847	5739	6565	7681	8537	9539	10457	11516	12404	13212
4921	5766	6583	7723	8553	9544	10462	11535	12435	13255
4932	5772	6603	7730	8560	9656	10492	11542	12454	13276
4938	5775	6653	7744	8593	9676	10493	11587	12463	13293
4958	5817	6656	7758	8602	9812	10540	11600	12477	13306
4970	5830	6715	7766	8606	9814	10541	11624	12511	13324
4973	5870	6722	7776	8655	9822	10566	11643	12516	13330
4977	5871	6734	7777	8663	9826	10590	11648	12517	13341
5075	5874	6749	7786	8674	9829	10596	11650	12536	13348
5098	5909	6770	7802	8677	9881	10673	11653	12561	13366
5107	5917	6787	7814	8703	9887	10697	11686	12566	13406
5150	5918	6811	7820	8752	9895	10768	11770	12568	13436
5165	5929	6821	7839	8766	9939	10803	11808	12570	13505
5174	5932	6855	7856	8805	9969	10805	11816	12594	13539

13550	13613	13654	13696	13792	13826	13918	13958	13998
13600	13639	13662	13714	13802	13828	13936	13969	—
13610	13650	13671	13732	13812	13841	13953	13972	—

Lit. D. — 306 obligations de 5.000 fr.

24	494	1140	1723	2288	3071	3532	4015	4594	5480
61	512	1150	1739	2289	3077	3538	4017	4659	5494
68	519	1234	1752	2300	3093	3548	4029	4674	5497
81	521	1249	1757	2317	3095	3572	4046	4704	5499
96	544	1254	1799	2351	3101	3576	4062	4722	5508
101	629	1265	1814	2372	3109	3581	4064	4729	5556
129	690	1282	1846	2431	3127	3603	4076	4736	5565
137	699	1328	1868	2448	3152	3615	4079	4759	5589
150	709	1330	1879	2491	3193	3625	4092	4784	5628
175	720	1334	1939	2513	3194	3654	4117	4796	5731
207	725	1395	1976	2568	3209	3662	4137	4799	5736
257	737	1439	1987	2598	3218	3666	4145	4832	5750
265	763	1445	2008	2629	3229	3680	4147	4849	5758
279	829	1448	2011	2708	3248	3713	4164	4852	5759
287	836	1453	2012	2727	3257	3719	4182	4877	5766
301	896	1471	2036	2731	3304	3729	4243	4880	5767
303	899	1480	2038	2743	3317	3771	4270	4900	5773
306	901	1511	2057	2751	3329	3780	4279	4909	5796
312	923	1512	2115	2778	3371	3783	4313	4912	5802
313	924	1519	2121	2834	3376	3799	4321	5044	5861
321	942	1527	2136	2863	3381	3802	4358	5091	5866
339	945	1529	2148	2870	3409	3823	4360	5231	5911
371	972	1542	2170	2872	3417	3881	4367	5264	5935
385	980	1556	2200	2902	3423	3884	4368	5276	5940
394	988	1578	2207	2905	3426	3890	4406	5277	5945
414	1003	1592	2232	2923	3432	3927	4439	5288	5991
436	1028	1679	2244	2984	3456	3928	4499	5304	6000
451	1034	1680	2246	2985	3458	3940	4514	5315	—
463	1059	1686	2260	2989	3466	3941	4544	5342	—
488	1116	1690	2271	3018	3477	3994	4567	5378	—
489	1126	1696	2287	3034	3521	4003	4578	5454	—

Lit. E. — 153 obligations de 10.000 fr.

3	168	294	494	724	908	1032	1251	1452	1706
12	171	295	518	731	915	1079	1276	1469	1717
49	183	323	541	742	917	1098	1287	1493	1750
91	186	393	544	744	941	1128	1340	1552	1810
136	187	418	551	764	953	1143	1342	1557	1824
138	208	422	570	772	954	1178	1381	1563	1847
140	223	458	588	780	975	1200	1387	1629	1855
157	241	475	595	787	998	1234	1413	1636	1909
160	246	478	662	821	1029	1242	1429	1655	1974
161	249	479	701	905	1030	1248	1451	1688	1975

1979	2120	2150	2191	2259	2409	2551	2729	2867
1981	2122	2153	2194	2272	2411	2569	2742	2877
2009	2131	2157	2196	2273	2440	2594	2765	2911
2021	2134	2169	2214	2296	2417	2596	2777	2922
2043	2138	2183	2216	2303	2480	2631	2791	2954
2052	2143	2184	2230	2373	2494	2721	2807	—

Non réclamés.

Du 1^{er} tirage du 25 mars 1932 :

Lit. B de 500 fr. : n^o 247 ;

Lit. C de 1.000 fr. : n^{os} 5697, 5839, 5841 et 8231 ;

Lit. E de 10.000 fr. : n^{os} 799, 800, 818 et 819.

Titres remboursables au pair depuis le 15 mai 1932 avec coupon n^o 3 du 15 novembre 1932 et ss. att.

Du 2^e tirage du 28 mars 1933 :

Lit. B de 500 fr. : n^{os} 171, 212, 851, 1993 ;

Lit. C de fr. 1.000 : n^{os} 832, 1255, 1369, 1609, 1614, 2357, 3050, 3175, 3220, 3226, 3704, 3756, 3921, 3922, 4044, 5896, 6502, 7137, 9503 et 11483 ;

Lit. D de 5.000 fr. : n^o 858 ;

Lit. E de 10.000 fr. : n^{os} 794 et 2718.

Titres remboursables au pair depuis le 15 mai 1933 avec coupon n^o 5 du 15 novembre 1933 et ss. att.

II. — Obligations communales 5 %, Série V.

Lit. B. — 46 obligations de 500 fr.

33	271	579	753	928	1106	1272	1705	1890	1994
40	352	640	843	946	1107	1344	1755	1892	—
45	368	652	848	1057	1112	1622	1829	1898	—
143	495	670	852	1074	1127	1635	1852	1900	—
269	554	674	894	1083	1270	1665	1857	1961	—

Lit. C. — 328 obligations de 1.000 fr.

11	879	1505	2267	2902	3661	4374	4939	5620	6518
39	882	1507	2280	2909	3780	4379	5008	5636	6581
90	1050	1528	2329	2931	3823	4417	5046	5657	6681
112	1087	1555	2382	2991	3833	4418	5055	5674	6688
274	1097	1564	2395	3071	3867	4567	5103	5710	6828
308	1103	1586	2402	3190	3899	4614	5127	5749	6873
376	1135	1631	2434	3238	3956	4626	5143	5778	6881
385	1171	1673	2471	3241	3967	4697	5256	5784	6908
426	1220	1724	2495	3298	4014	4756	5374	5894	6954
447	1239	1749	2507	3308	4021	4783	5380	5963	6975
457	1358	1753	2515	3318	4115	4787	5404	6068	6991
538	1360	1761	2563	3395	4142	4838	5423	6152	7026
633	1386	1778	2620	3439	4146	4839	5533	6168	7086
721	1408	1836	2634	3455	4174	4851	5543	6176	7234
816	1451	1857	2706	3520	4210	4867	5558	6194	7275
828	1458	1930	2798	3525	4249	4907	5598	6320	7316
875	1501	2249	2816	3604	4350	4936	5601	6432	7341

7356	7925	8695	9339	9891	10698	11453	11920	12765	13501
7415	8015	8733	9350	9951	10714	11463	11997	12788	13567
7478	8065	8749	9362	9962	10721	11553	12019	12876	13579
7506	8129	8791	9413	9982	10784	11561	12096	12909	13582
7557	8178	8801	9443	10009	10872	11615	12114	12933	13623
7565	8230	8838	9471	10010	10896	11622	12170	13058	13630
7574	8263	8871	9472	10169	10902	11648	12222	13070	13638
7601	8266	8881	9494	10366	10905	11667	12260	13093	13658
7619	8304	8923	9557	10371	10944	11709	12267	13094	13690
7655	8307	8965	9613	10385	11074	11713	12286	13117	13697
7770	8388	9016	9689	10431	11080	11727	12393	13128	13786
7787	8437	9047	9756	10460	11128	11739	12443	13200	13806
7791	8451	9067	9768	10502	11156	11790	12584	13228	13865
7859	8468	9108	9772	10515	11253	11805	12589	13327	13935
7876	8599	9141	9791	10617	11309	11850	12612	13387	—
7897	8617	9189	9840	10689	11350	11894	12668	13472	—

Lit. D. — 139 obligations de 5.000 fr.

30	495	1198	1889	2469	3072	3448	3956	4776	5288
44	625	1247	1895	2486	3093	3508	4056	4789	5319
131	692	1322	1949	2518	3129	3527	4111	4865	5321
179	721	1357	2077	2598	3138	3566	4117	4872	5372
229	773	1389	2086	2601	3158	3575	4169	4879	5425
288	824	1417	2098	2610	3192	3609	4189	4930	5546
323	828	1423	2254	2634	3219	3630	4204	4940	5581
334	866	1426	2287	2711	3234	3667	4238	5024	5627
335	924	1443	2291	2773	3239	3702	4285	5076	5652
438	937	1582	2345	2784	3335	3707	4292	5082	5839
445	989	1659	2378	2812	3347	3709	4408	5101	5877
452	1005	1687	2423	2823	3363	3736	4426	5175	5892
478	1033	1754	2454	2826	3367	3753	4658	5219	5924
493	1181	1802	2455	2994	3427	3867	4722	5243	—

Lit. E. — 69 obligations de 10.000 fr.

16	472	693	1157	1375	1581	1987	2213	2465	2722
60	498	694	1165	1414	1610	1994	2246	2493	2737
120	523	959	1173	1420	1644	2014	2308	2513	2808
154	536	995	1174	1493	1773	2076	2316	2584	2829
196	570	1066	1235	1557	1836	2100	2375	2589	2878
201	608	1077	1265	1577	1882	2146	2421	2683	2949
331	630	1142	1347	1578	1945	2152	2434	2710	—

Non réclamés.

Du 1^{er} tirage du 25 mars 1932 :

Lit. C. de 1.000 fr. : n° 1166, remboursable au pair depuis le 15 mai 1932, coupon n° 3 du 15 novembre 1932 et ss. attachés.

Luxembourg, le 31 mars 1934.

Avis. — Consulats. — D'après une information de l'Ambassade de Grande-Bretagne, les affaires du Consulat de Grande-Bretagne à Luxembourg seront traitées provisoirement, en raison de la vacance du poste de Consul britannique, soit par le Bureau du Contrôle des passeports à Bruxelles, soit par le Consulat général de Grande-Bretagne à Anvers.

Les personnes qui voudront se procurer un visa de passeport devront s'adresser au Bureau du Contrôle des passeports près l'Ambassade britannique à Bruxelles, 2, rue de Spa. Toutes les autres affaires consulaires sont de la compétence du Consulat général de Grande-Bretagne à Anvers. — 4 avril 1934.

Avis. — Contributions et accises. — Par arrêté grand-ducal du 29 mars 1934, le rang d'inspecteur des contributions et accises a été conféré à partir du 1^{er} mai 1934 à M. Nicolas *Butterbach*, contrôleur des contributions et accises à Luxembourg-Hollerich.

— Par arrêté grand-ducal du 29 mars 1934, les nominations suivantes ont été faites, à partir du 1^{er} mai 1934, dans la même administration :

1^o M. Nicolas *Lenmer*, receveur des contributions et accises au bureau de Luxembourg-Hollerich, a été nommé contrôleur des contributions et accises à Luxembourg-ville.

2^o M. Alphonse *Nicolas*, receveur des contributions et accises au bureau de Luxembourg-Eich, a été nommé, en la même qualité, au bureau de Luxembourg-Hollerich.

3^o M. Paul *Schlessner*, receveur des contributions et accises au bureau d'Ettelbruck, a été nommé, en la même qualité, au bureau de Luxembourg-Eich.

— Par arrêté grand-ducal du 29 mars 1934, démission honorable de ses fonctions a été accordée, sur sa demande, à partir du 1^{er} mai 1934, à M. Joseph *Knepper*, inspecteur des contributions et accises à Luxembourg-ville, avec faculté de faire valoir ses droits à une pension.

Le titre d'inspecteur honoraire des contributions et accises a été conféré à M. *Knepper* susdit. — 3 avril 1934.

Avis. — Timbre. — Il résulte d'une quittance délivrée par le receveur de l'enregistrement à Luxembourg, a. c., le 24 février 1934, vol. 88, art. 1281, que la société anonyme holding « Lux » Compagnie Internationale Cinématographique, avec siège à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de 2000 actions de 1.000 fr. françaises chacune, n^{os} 1 à 2000, ainsi que de 1000 parts de fondateur, sans désignation de valeur nominale.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 27 février 1934, vol. 88, art. 1307, que la société anonyme *Zenith Holding*, avec siège à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de 1000 actions de 1.000 fr. chacune, portant les n^{os} 1 à 1000.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 27 février 1934, vol. 88, art. 1308, que la société anonyme « Placements Internationaux », avec siège à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de 500 actions de 1.000 fr. chacune, numérotées de 1 à 500.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 27 février 1934, vol. 88, art. 1310, que la Société Financière de Gaz et d'Énergie, société anonyme holding établie à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison d'une augmentation de capital de 9.000.000 fr.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 2 mars 1934, vol. 88, art. 1377, que la société anonyme holding « L'Essaim », avec siège à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de 10.000 actions de 1.000 fr. chacune, portant les n^{os} 1 à 10000.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 1^{er} mars 1934, vol. 88, art. 1383, que la Société anonyme des Chemins de fer et Minières Prince Henri, a acquitté les droits de timbre à raison de 2 obligations P. H. 3% de 500 fr. chacune, n^{os} 0836 et 1314.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 2 mars 1934, vol. 88, art. 1401, que la société anonyme « Comestibles Holding », avec siège à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de 2500 actions de 1.000 fr. français chacune, portant les n^{os} 1 à 2500, ainsi que de 2500 parts de fondateurs, sans valeur nominale, n^{os} 1 à 2500.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 2 mars 1934, vol. 88, art. 1402, que la Holding des Applications mécaniques, société anonyme, établie à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de 3000 actions de 1.000 fr. français chacune, n^{os} 1 à 3000, ainsi que de 2500 parts de fondateurs, sans valeur nominale.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 2 mars 1934, vol. 88, art. 1403, que la société anonyme holding « Gesca », S. A., avec siège à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de 50 actions de 1.000 fr. chacune, n^{os} 1 à 50.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 2 mars 1934, vol. 88, art. 1404, que la société anonyme holding « The Great Lakes Saint Lawrence Waterways », avec siège à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de 1000 actions de une Livre Sterling chacune, n^{os} 1 à 1000.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le receveur de l'enregistrement à Luxembourg a. c., le 2 mars 1934, vol. 88, art. 1405, que la société anonyme holding « Giro-Lux », S. A., établie à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de 100 actions de 1.000 fr. chacune, portant les n^{os} 1 à 100.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 2 mars 1934, vol. 88, art. 1406, que la Société anonyme des Chaux de Contern, avec siège à Contern, a acquitté les droits de timbre à raison de 1000 actions de 500 fr. chacune, portant les n^{os} 2001 à 3000.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 10 mars 1934, vol. 88, art. 1473, que la société anonyme holding « Northern Tramways' and General Holding Company, Limited », avec siège à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de 4000 actions de 250 fr. chacune, n^{os} 1 à 4000, ainsi que de 2000 parts de fondateur de 5 fr. chacune.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 13 mars 1934, vol. 88, art. 1484, que la société anonyme « Tavion-Holding », avec siège à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de 800 actions de 250 fr. chacune, n^{os} 1 à 800.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 13 mars 1934, vol. 88, art. 1485, que la société anonyme holding « Sebond », avec siège social à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de 100 actions de 1.000 fr. chacune, n^{os} 1 à 100.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 14 mars 1934, vol. 88, art. 1505, que la société anonyme holding « Sarvic », avec siège à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de 500 actions de 1.000 fr. chacune, portant les n^{os} 1 à 500.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 20 mars 1934, vol. 88, art. 1554, que la société anonyme holding « Société Internationale de Participations des Valeurs Brevets Yourkevitch » avec siège à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de 250 actions privilégiées de 200 fr. français chacune.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 28 mars 1934, vol. 88, art. 1643, que la société anonyme « Holding Transatlantique », avec siège à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de 250 actions de 1.000 fr. chacune, n^{os} 1 à 250.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 28 mars 1934, vol. 88, art. 1644, que la société anonyme « Standard Trust », établie à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de 100 actions de 1.000 fr. chacune, portant les n^{os} 1 à 100.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 29 mars 1934, vol. 88, art. 1654, que la société anonyme holding « Société Internationale de l'Emballage », avec siège à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de 100 actions de 1.000 fr. chacune, portant les n^{os} 1 à 100.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 30 mars 1934, vol. 88, art. 1664, que la société holding « Olisy Holding Société anonyme », avec siège à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de 264 actions de 500 fr. chacune, nos 1 à 264.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 30 mars 1934, vol. 88, art. 1665, que la Société Immobilière et Immobilière Luxembourgeoise, société anonyme, établie à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de 20 actions de 10.000 fr. chacune, nos 1 à 20.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 30 mars 1934, vol. 88, art. 1666, que la Société anonyme de Centralisation Commerciale, en abrégé « Luceco », établie à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de 200 actions de 50 fr. chacune, nos 1 à 200, ainsi que de 2000 parts de fondateur, sans désignation de valeur.

— Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur, le 30 mars 1934, vol. 88, art. 1667, que la société anonyme « Solid Hydrocarbons Holding Company », avec siège à Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de 800 actions de 250 fr. chacune, nos 1 à 800, ainsi que de 400 parts de fondateur, sans désignation de valeur.

Les présentes publications sont destinées à satisfaire aux prescriptions de l'art. 5 de la loi du 25 janvier 1872. — 5 avril 1934.

Emprunts communaux. — Tirage d'obligations.

Communes et sections intéressées.	Designation de l'emprunt.	Date de l'échéance.	Numéros sortis au tirage.		Caisse chargée du remboursement.
			250	500	
Bettendorf (Bettendorf.)	24.250 de 1894	1 ^{er} avril 1934	5. 22.		Caisse communale.
Troisvierges (Troisvierges)	200.000 6% de 1929	id.		23. 24. 164. 195. 204. 245. 299. 306. 333.	Banque générale du Luxembourg.
24 mars 1934.					

Avis. — Assurance-maladie. — Le résultat de l'élection des membres-assurés du Comité-directeur de la caisse régionale de maladie d'Esch-s.-Alz., en date du 23 mars 1934, ayant été invalidé par décision du Comité Central, en date du 4 avril 1934, un nouveau scrutin sur les mêmes candidatures aura lieu le 23 avril 1934, aux heures à fixer par le Comité-directeur de la caisse. — 4 avril 1934.

Avis. — Postes et Télégraphes. — Une agence téléphonique qui s'occupe également de la transmission et de la réception des télégrammes est établie dans la localité de Tétange. Cette agence est ouverte pour les services télégraphique et téléphonique aux mêmes heures que le bureau préposé de Rumelange. — 4 avril 1934.